

## JOURNAL OFFICIEL

paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois

## ABONNEMENTS

NIGER	1 an -	25.000 FCFA
	6 mois -	12.500 FCFA
ETRANGER	1 an -	38.000 FCFA
	6 mois -	19.000 FCFA

## VENTE AU NUMERO

Année courante Année antérieure

NIGER	1.000 FCFA	1.500 FCFA
ETRANGER	1.500 FCFA	2.000 FCFA

## MODALITES DE PAIEMENT

Les abonnements ou réabonnements et les annonces sont payables d'avance.

Tout règlement s'effectue exclusivement par mandat postal ou chèque bancaire.

Pour tout règlement en espèces, une quittance sera fournie

## INSERTION

Trois mille (3.000) francs CFA la ligne.

Un minimum de perception de 30.000 FCFA par annonce sera appliqué pour les insertions.

Adresser les correspondances, textes à insérer, demandes de renseignements à :

**JOURNAL OFFICIEL  
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER**

**B.P. 116 NIAMEY**

Téléphone : **20.72.39.30 / 20.72.20.59**  
**20.20.3255 / 20.20.3313.**

## SPECIAL N° 21

Cette édition spéciale comprend trois (3) cahiers  
**Premier cahier**

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## Premier cahier

Exposé des motifs du projet de loi portant <b>deuxième rectification</b> de la Loi de finances pour l'année budgétaire 2011 .....	1498
<b>Loi n° 2011-23 du 20 octobre 2011</b> , portant <b>deuxième rectification</b> de l'ordonnance n° 2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011 .....	1499
<b>Annexe I</b> : Détail prévisions des recettes LFR2 2011 (en francs CFA) .....	1504
♦ Titre 0 : Recettes du budget de l'Etat .....	1504
<b>Annexe II</b> : Détail dépenses de l'Etat LFR2 2011 (en francs CFA) .....	1507
♦ Titre 1 : Amortissements des charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes des gestions antérieures .....	1507
♦ Titre 2 : Dépenses de personnel .....	1509

## Deuxième cahier

♦ Titre 3 : Dépenses de fonctionnement .....	1518
--	------

## Troisième cahier

♦ Titre 4 : Subvention et autres transferts courants .....	1765
♦ Titre 5 : Investissements exécutés par l'Etat .....	1798
<b>Annexe III</b> : Tableaux .....	1883
♦ Tableau 1 : Synthèse des prévisions des dépenses par titre toutes sections .....	1883
♦ Tableau 2 : Liste unifiée des dépenses de lutte contre la pauvreté .....	1887
<b>Annexe IV</b> : Comptes spéciaux du trésor LFR2 2011 (en milliers francs CFA) .....	1929
♦ Titre 7 : Détail des recettes .....	1929
♦ Titre 7 : Détail des dépenses .....	1930

## EXPOSE DES MOTIFS DU PROJET DE LOI PORTANT DEUXIEME RECTIFICATION DE LA LOI DE FINANCES 2011

Le budget 2011, consacré par l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, était équilibré en recettes et en dépenses à un montant de 1006,656 milliards de francs. Ce budget a fait l'objet d'une première rectification, adoptée par la loi n°2011-07 du 08 juin 2011, qui a ramené les prévisions de recettes et de dépenses à un montant de 933,042 milliards de francs.

La 1<sup>ère</sup> modification de la loi de finances a permis essentiellement des réaménagements des crédits budgétaires en conformité avec la nouvelle configuration des pouvoirs d'Etat, consécutive à l'organisation des élections démocratiques ; des capacités d'absorption des crédits d'investissement ; des ajustements des recettes afin de tenir compte des incertitudes quant à la mobilisation effective de certains appuis budgétaires ainsi que la budgétisation d'autres financements en liaison avec la reprise de la coopération financière avec les partenaires au développement ; le tout dans la droite ligne des priorités et objectifs, eux-mêmes basés sur les orientations du programme du Président de la République.

### I- CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

En conformité avec la législation financière en vigueur, le présent projet de loi vise à modifier la loi n°2011-07 du 08 juin 2011, portant 1<sup>ère</sup> rectification de l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2011. Cette modification est principalement guidée par les événements ci-après :

- le contexte sécuritaire, particulièrement dans la bande Nord du pays, qui exige la dotation de nos Forces de défense et de sécurité en moyens matériels supplémentaires devant leur permettre de conduire plus efficacement leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens ;
- l'annonce d'une campagne agricole déficitaire, compte tenu de la situation pluviométrique actuelle, qui nécessite la dotation en crédits supplémentaires des ministères intervenant dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. A cet égard, un programme d'urgence a été élaboré au niveau des secteurs pastoral, agricole et celui de l'environnement, dont le début d'exécution est prévu pour ce mois d'octobre 2011, ainsi qu'une subvention supplémentaire à la Centrale d'approvisionnement et à l'OPVN ;
- le réajustement des crédits destinés à la prise en charge des salaires et des pécules, afin de tenir compte de leur niveau réel ;
- la prévision de crédits pour le fonctionnement de nouvelles institutions récemment mise en place par le Gouvernement : Médiature, Ministère chargé des relations avec les institutions, Haute autorité 3N, prise en charge anciens Présidents de la République pour tenir compte de leur nombre actuel ;
- la majoration des dotations budgétaires destinées notamment aux déplacements officiels, à la communication gouvernementale, au fonctionnement et à la rénovation de certaines ambassades, aux subventions aux organes de presse, à la prise en charge des dossiers négociés de contentieux de l'Etat ;
- le renforcement du secteur de l'éducation par le relèvement des crédits de fonctionnement des Universités régionales, l'acquisition d'autobus pour le transport des étudiants, le lancement d'un nouveau programme de construction de 900 classes ;

- l'appui de l'Etat au fonctionnement des structures décentralisées, notamment les conseils régionaux ;
- le relèvement des crédits pour la prise en charge des engagements de l'Etat découlant de son appartenance à certaines organisations internationales ;
- l'organisation des états généraux de la justice, du Forum de la jeunesse francophone, de la conférence des Chefs d'Etat de l'Autorité du Liptako Gourma (ALG), de la Conférence sur le cinquantenaire des villes africaines et de l'organisation de la réunion du SEFOR.

Les dotations supplémentaires ont été opérées à partir des réaménagements de crédits des lignes budgétaires existantes, dont l'exécution ne peut aboutir d'ici la fin de l'année, ou en raison de leur caractère non prioritaire.

Par ailleurs, le Gouvernement saisit également l'occasion de ce projet de collectif pour proposer des réaménagements de recettes ainsi qu'il suit :

- la suppression du tirage sur le FMI pour 7,20 milliards et les appuis relatifs à la mise en œuvre du Programme décennal de développement de l'éducation (PDDE) pour 7,17 milliards, compte tenu des incertitudes liées à leur mobilisation ;
- une prévision additionnelle de recettes de 100 millions au titre de l'UNICEF et 2,51 milliards au titre de l'AFD, en appui au secteur de l'éducation ;
- la prise en compte de nouvelles recettes, sous forme d'appuis budgétaires, d'un montant total de 10,20 milliards, dont 5,20 milliards du trésor français et 5 milliards de AREVA ;
- la budgétisation d'un montant de 1,523 milliard, représentant des recouvrements effectués suite à des enquêtes administratives.

Au total, le projet de loi proposé ramène les prévisions budgétaires à 933,49 milliards de francs.

### II- MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LOI DE FINANCES

Les principales modifications apportées à la loi de finances se résument comme suit :

#### - Au niveau des recettes

Globalement, les recettes ont été diminuées de 14,37 milliards. Quant aux recettes nouvelles, elles sont ouvertes pour un montant de 14,82 milliards, ce qui induit une variation nette de 450,35 millions. Ces modifications ont concerné les articles 12 « Fonds de concours », 16 « Emprunts programmes » et 76 « Recettes exceptionnelles ».

#### - Au niveau des dépenses

Les modifications intervenues à ce niveau sont les suivantes :

##### o Budget général :

Des réajustements de crédits sont proposés et se répartissent par Titre budgétaire conformément au tableau ci - après :

<i>Libellé</i>	<i>Montant LFR1-2011</i>	<i>Montant LFR2-2011</i>	<i>Ecart</i>
Dette publique, dont :	55,23	53,57	-1,66
Dépenses de personnel	122,62	126,72	4,10
Dépenses de fonctionnement	96,63	101,01	4,38
Subventions et transferts courants	313,19	318,80	5,60
Dépenses d'investissements	345,37	333,39	-11,97
<b>Total général</b>	<b>933,04</b>	<b>933,49</b>	<b>0,45</b>

**Au niveau de la dette publique**, le projet de loi propose la suppression des crédits sur les lignes budgétaires "CAADIE" (3 milliards) et "dette postale" (161 millions), atténuée par un rehaussement des crédits destinés à la prise en charge du contentieux pour 1,5 milliard. Ces opérations ont conduit à une diminution de 1,66 milliard au niveau du Titre 1.

**Les dépenses de personnel** connaissent une augmentation de 4,10 milliards, pour tenir compte de leur niveau réel, évalué à partir des projections de réalisations à fin décembre 2011 et d'une prévision de recrutements nouveaux au profit du secteur de la formation professionnelle.

**Les dépenses de fonctionnement** accusent une variation nette de 4,38 milliards de francs, répartis entre diverses sections, tel que détaillé dans l'Annexe II du projet de loi.

**Les subventions et transferts** connaissent une augmentation nette de 5,60 milliards de francs, concernant principalement les pécules des agents contractuels, les subventions aux EPA (organes de presse, CAIMA, OPVN et Universités régionales notamment), les contributions aux organisations internationales,...

**Les dépenses d'investissements** connaissent une baisse nette de 11,97 milliards, essentiellement justifiée par la diminution des dotations de la ligne budgétaire "Fiscalité compensée", la suppression de certaines lignes de dépenses du PDDE à concurrence du montant des recettes. Les dotations supplémentaires sont détaillées dans l'Annexe II du projet de loi.

#### *o Comptes spéciaux du trésor :*

Les comptes spéciaux du trésor augmentent de 1,075 milliard de francs, destinés au Fonds d'investissements prioritaires (FIP) pour 1 milliard et 75 millions pour la subvention au compte affrètement avions.

Le ministre des finances

*Ouhoumoudou Mahamadou.*

### **Loi n° 2011-23 du 20 octobre 2011, portant deuxième rectification de l'ordonnance n° 2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011.**

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu la loi n° 2003-11 du 1<sup>er</sup> avril 2003, portant loi organique relative aux Lois de finances ;

Vu l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année 2011 ;

Vu la loi n°2011-07 du 08 juin 2011, portant première rectification de l'ordonnance n°2011-01 du 06 janvier 2011, portant Loi de finances pour l'année budgétaire 2011 ;

Sur rapport du ministre des finances ;

Le Conseil des ministres entendu ;

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

#### **TITRE V : EVALUATION DES RESSOURCES**

**Article premier :** Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2011, des prévisions de recettes inscrites aux articles 12 «Dons projets et legs» et 16 «Emprunts programmes», pour un montant de **quatorze milliards trois cent soixante dix millions six cent cinquante trois mille cent trente six (14.370.653.136) francs CFA.**

La répartition, par paragraphe, est établie comme suit :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Montant</i>
<b>I- Fonds de concours</b>		
0 125 31	Mise en œuvre PDDE (Fonds commun)	-7 170 653 136
<b>Total article 12</b>		<b>-7 170 653 136</b>
<b>II- Emprunts programmes</b>		
0 161 10	Tirages sur le FMI	-7 200 000 000
<b>Total article 16</b>		<b>-7 200 000 000</b>
<b>Total annulation de recettes</b>		<b>-14 370 653 136</b>

**Article deux :** Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2011, des prévisions de recettes inscrites aux articles 12 «Dons projets et legs» et 76 «Recettes exceptionnelles», pour un montant de **quatorze milliards huit cent vingt et un millions (14.821.000.000) de francs CFA.**

La répartition, par paragraphe, est établie comme suit :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Montant</i>
<b>I- Fonds de concours</b>		
0 121 11	Dons et legs	2 951 000 000
0 125 21	Aide budgétaire AREVA	5 000 000 000
0 125 42	UNICEF (appui à l'éducation)	100 000 000
0 125 46	Appui budgétaire du trésor français (AFD)	5 247 000 000
<b>Total article 12</b>		<b>13 298 000 000</b>
<b>II- Recettes exceptionnelles</b>		
0 769 87	Recouvrement enquêtes administratives	1 523 000 000
<b>Total article 76</b>		<b>1 523 000 000</b>
<b>Total ouverture de recettes</b>		<b>14 821 000 000</b>

**Article trois :** Le montant total des prévisions de recettes du budget général de l'Etat, au titre de l'année 2011, après cette deuxième rectification, s'élève à la somme de **neuf cent trente trois milliards quatre cent quatre vingt douze millions cent vingt quatre mille neuf cent douze (933.492.124.912) francs CFA**.

Ces prévisions de recettes font l'objet de l'Annexe I jointe à la présente loi.

#### **TITRE VI : EVALUATION DES CHARGES DU BUDGET GENERAL**

**Article quatre :** Sont annulées au budget général de l'Etat, gestion 2011, les prévisions de dépenses d'un montant de **quarante deux milliards trois cent quatre vingt quinze millions cent quatre vingt dix mille neuf cent quarante neuf (42.395.190.949) francs CFA**, conformément à la répartition ci-après, par Titre et par Section :

<i>Titre</i>	<i>Libelle</i>	<i>Montant</i>
<b>TITRE 1</b>	<b>AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES</b>	
47	Ministère des finances	-3 161 000 000
<b>Total Titre 1</b>		<b>-3 161 000 000</b>
<b>TITRE 3</b>	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
41	Ministère de la fonction publique et du travail	-30 000 000
55	Ministère de l'élevage	-37 100 000
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	-2 456 388 000
<b>Total Titre 3</b>		<b>-2 523 488 000</b>
<b>TITRE 4</b>	<b>SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS</b>	
47	Ministère des finances	-6 325 418 112
<b>Total Titre 4</b>		<b>-6 325 418 112</b>
<b>TITRE 5</b>	<b>INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT</b>	
05	Présidence de la République	-305 075 000
08	Ministère de la communication et des nouvelles technologies de l'information	-100 000 000
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	-100 000 000
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	-25 000 000
15	Ministère de la défense nationale	-32 610 000
47	Ministère des finances	-18 493 904 734
54	Ministère de l'agriculture	-220 083 103
58	Ministère de l'équipement	-1 000 000 000
59	Ministère des mines et du développement industriel	-615 000 000
61	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	-4 743 612 000
64	Ministère de la santé publique	-4 750 000 000
<b>Total Titre 5</b>		<b>-30 385 284 837</b>
<b>Total général</b>		<b>-42 395 190 949</b>

La répartition par Titre des annulations de crédits se présente comme suit :

<i>Titres</i>	<i>Montants</i>
T. 1 : Dette publique	3 161 000 000
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	2 523 488 000
T. 4 : Subventions et autres transferts courants	6 325 418 112
T. 5 : Investissements effectués par l'Etat	30 385 284 837
<b>Total annulations de crédits</b>	<b>42 395 190 949</b>

Le détail des annulations de crédits est joint en Annexe II - Tableau I de la présente Loi.

**Article cinq** : Sont ouvertes au budget général de l'Etat, gestion 2011, les prévisions de dépenses d'un montant de **quarante deux milliards huit cent quarante cinq millions cinq cent trente sept mille huit cent treize (42.845.537.813) francs CFA**, conformément à la répartition ci – après, par Titre et par Section :

<i>Titre</i>	<i>Libellé</i>	<i>Montant</i>
<b>TITRE 1</b>	<b>AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES</b>	
47	Ministère des finances	1 500 000 000
<b>Total Titre 1</b>		<b>1 500 000 000</b>
<b>TITRE 2</b>	<b>DEPENSES DE PERSONNEL</b>	
11	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi	54 000 000
47	Ministère des finances	4 000 500 000
64	Ministère de la santé publique	45 500 000
<b>Total Titre 2</b>		<b>4 100 000 000</b>
<b>TITRE 3</b>	<b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	
03	Cabinet du Premier ministre	60 000 000
05	Présidence de la République	965 000 000
08	Ministère de la communication et des nouvelles technologies de l'information	10 000 000
12	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur	142 871 600
15	Ministère de la défense nationale	2 611 610 325
17	Ministère de la justice	35 000 000
18	Médiateur	30 000 000
23	Ministère chargé des relations avec les institutions	28 000 000
25	Ministère de l'intérieur, de la sécurité publique, de la décentralisation et des affaires religieuses	143 000 000
33	Haute autorité à l'initiative 3N	50 000 000
41	Ministère de la fonction publique et du travail	30 000 000
47	Ministère des finances	2 575 000 000
52	Ministère du commerce et de la promotion du secteur privé	10 000 000
55	Ministère de l'élevage	18 000 000
<b>Total Titre 3</b>		<b>6 708 481 925</b>

<b>TITRE</b>	<b>4</b>	<b>SUBVENTIONS ET AUTRES TRANSFERTS COURANTS</b>	
<b>01</b>	<i>Assemblée nationale</i>		419 000 000
<b>06</b>	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique		1 042 916 458
<b>08</b>	Ministère de la communication et des nouvelles technologies de l'information		298 000 000
<b>09</b>	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture		120 000 000
<b>11</b>	Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi		84 314 407
<b>13</b>	Ministère du plan, de l'aménagement du territoire et du développement communautaire		120 000 000
<b>17</b>	Ministère de la justice		75 000 000
<b>47</b>	<i>Ministère des finances</i>		7 363 624 375
<b>54</b>	Ministère de l'agriculture		600 000 000
<b>61</b>	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales		2 001 769 135
<b>Total Titre</b>	<b>4</b>		<b>12 124 624 375</b>
<b>TITRE</b>	<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ÉTAT</b>	
<b>06</b>	Ministère des enseignements moyen et supérieur et de la recherche scientifique		300 000 000
<b>08</b>	Ministère de la communication et des nouvelles technologies de l'information		53 000 000
<b>09</b>	Ministère de la jeunesse, des sports et de la culture		80 000 000
<b>12</b>	Ministère des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Nigériens à l'extérieur		157 999 989
<b>15</b>	Ministère de la défense nationale		3 579 805 412
<b>18</b>	Médiature		120 000 000
<b>23</b>	Ministère chargé des relations avec les institutions		60 000 000
<b>33</b>	Haute autorité à l'Initiative 3N		52 626 112
<b>47</b>	Ministère des finances		75 000 000
<b>54</b>	Ministère de l'agriculture		4 000 000 000
<b>55</b>	Ministère de l'élevage		2 280 000 000
<b>59</b>	Ministère des mines et du développement industriel		80 000 000
<b>61</b>	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales		4 474 000 000
<b>62</b>	Ministère de l'hydraulique et de l'environnement		3 100 000 000
<b>Total Titre</b>	<b>5</b>		<b>18 412 431 513</b>
<b>Total général</b>			<b>42 845 537 813</b>

La répartition par Titre des ouvertures de crédits se présente comme suit :

T. 1 : Dette publique	1 500 000 000
T. 2 : Dépenses de personnel	4 100 000 000
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	6 708 481 925
T. 4 : Subventions et transferts	12 124 624 375
T. 5 : Investissements effectués par l'Etat	18 412 431 513
<b>Total ouvertures de crédits</b>	<b>42 845 537 813</b>

Le détail des ouvertures de crédits est joint en Annexe II - Tableau 2 de la présente loi.

**Article six :** A l'issue de ces différentes opérations, les prévisions de dépenses du budget général de l'Etat au titre de l'année 2011 sont arrêtées à la somme de **neuf cent trente trois milliards quatre cent quatre vingt douze millions cent vingt quatre mille neuf cent douze (933.492.124.912) francs CFA**, réparties par Titre comme suit :

<i>Titres</i>	<i>Montants</i>
T. 1 : Dette publique	53 573 202 443
T. 2 : Dépenses de personnel	126 718 018 260
T. 3 : Dépenses de fonctionnement	101 011 528 986
T. 4 : Subventions	318 795 168 252
T. 5 : Investissements	333 394 206 971
<b>Total</b>	<b>933 492 124 912</b>

**Article sept :** Sont ouvertes au titre des comptes spéciaux du trésor, gestion 2011, des prévisions de dépenses d'un montant de **un milliard soixante quinze millions (1.075.000.000) de francs CFA**, conformément à la répartition ci – après :

<i>Compte</i>	<i>Montant</i>
Fonds d'investissements prioritaires	1 000 000 000
Affrètement avions	75 000 000
<b>Total</b>	<b>1 075 000 000</b>

**Article huit :** La présente Loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 20 octobre 2011

Le Président de la République

*Issoufou Mahamadou*

Le Premier ministre

*Brigi Rafini*

Le ministre des finances pi

*Brigi Rafini.*



**ANNEXE I : DETAIL PREVISIONS DES RECETTES LFR2\_2011 (EN FRANCS CFA)**

Rubriques	Nomenclature			LFR2 2011
TITRE 0	RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT			
Article 12	Dons projets et legs			
Paragraphe	121	Dons projets des institutions internationales mondiales		
0	121	11	Dons et legs	146 172 000 000
Total paragraphe	121	146 172 000 000		
Paragraphe	125	Fonds de concours		
0	125	10	Dettes rétrocédées	20 150 000 000
0	125	21	Aide budgétaire (AREVA)	5 000 000 000
0	125	30	Aide budgétaire (Banque mondiale)	54 971 000 000
0	125	34	Appui au secteur rural (Danemark)	2 212 477 000
0	125	42	UNICEF (Appui à l'éducation)	100 000 000
0	125	46	Appui budgétaire du trésor français(AFD)	5 247 000 000
Total paragraphe	125	87 680 477 000		
Total article	12	233 852 477 000		
Article 15	Tirages sur emprunts projets			
Paragraphe	151	Emprunts projets multilatéraux		
0	151	10	Emprunts projets	61 065 957 912
Total paragraphe	151	61 065 957 912		
Total article	15	61 065 957 912		
Article 16	Emprunts programmes			
Paragraphe	161	Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux		
0	161	20	Ressources P.A.S	26 000 000 000
0	161	23	Banque africaine de développement	10 633 000 000
Total paragraphe	161	36 633 000 000		
Total article	16	36 633 000 000		
Article 23	Immeubles			
Paragraphe	232	Bâtiments administratifs à usage de logement (civils et militaires)		
0	232	10	Vente d'immeubles bâtis	439 000 000
Total paragraphe	232	439 000 000		
Total article	23	439 000 000		
Article 71	Recettes fiscales			
Paragraphe	711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital		
0	711	10	Impôt sur les bénéfices (ISB)	65 121 000 000
0	711	30	Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM)	5 590 000 000
0	711	40	Amendes et confiscations de la DGI	2 403 000 000
0	711	50	Amendes et pénalités trésor	50 000 000
Total paragraphe	711	73 164 000 000		



<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>LFR2 2011</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>712</i>	<i>Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations</i>	
0	712	10 Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	21 978 000 000
0	712	20 Impôt général sur le revenu (I.G.R)	73 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>712</i>		<i>22 051 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>713</i>	<i>Impôts sur le patrimoine</i>	
0	713	10 Taxe immobilière	4 965 000 000
0	713	40 Taxe spéciale sur la plus value immobilière	1 099 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>713</i>		<i>6 064 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>715</i>	<i>Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services</i>	
0	715	11 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'intérieur	162 832 000 000
0	715	30 Taxe unique sur les assurances	1 694 000 000
0	715	41 Taxe différentielle sur les véhicules à moteur	1 589 000 000
0	715	43 Taxe sur les recettes des loteries(TRL)	2 186 000 000
0	715	44 Taxe sur les jeux de hasard(TJH)	322 000 000
0	715	51 Taxe d'apprentissage (TAP)	1 257 000 000
0	715	52 Patente synthétique (PS)	1 060 000 000
0	715	53 Permis de chasse et de visite	3 000 000
0	715	54 Taxe sur les armes à feu(TAF)	39 000 000
0	715	55 Droits miniers	1 319 000 000
0	715	57 Droit d'occupation du domaine public	717 000 000
0	715	61 Taxe sur les boissons alcooliques (TBA)	984 000 000
0	715	62 Taxe sur les tabacs et cigarettes (TTC)	5 647 000 000
0	715	63 Autres droits d'accises	2 719 000 000
0	715	64 Taxe forfaitaire sur l'exercice des activités de réexportation et/ou transit de tabacs et cigarettes(TFEAR)	76 000 000
0	715	65 Taxe sur la publicité commerciale extérieure(TPCE)	46 000 000
0	715	80 Taxe d'utilisation des réseaux de télécommunication(TURT)	3 500 000 000
0	715	91 Taxe sur certains frais généraux des entreprises (TCFGE)	2 387 000 000
0	715	92 Redevances minières(RM)	16 609 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>715</i>		<i>204 986 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>716</i>	<i>Droits de timbre et d'enregistrement</i>	
0	716	10 Droits de timbre	4 332 000 000
0	716	20 Droits d'enregistrement	11 225 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>716</i>		<i>15 557 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>717</i>	<i>Droits et taxes à l'importation</i>	
0	717	10 Droits de douane à l'importation (DD)	36 635 000 000
0	717	20 Redevance statistique à l'importation(RSI)	7 240 000 000
0	717	21 Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation (TVA)	137 436 000 000
0	717	30 Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP- DGD)	10 262 000 000
0	717	50 Amendes et confiscations en douane	462 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>717</i>		<i>192 035 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>718</i>	<i>Droits et taxes à l'exportation</i>	
0	718	10 Redevance statistique à l'exportation (RSE)	1 567 000 000
0	718	20 Taxe spéciale à la réexportation (TSR)	27 523 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>718</i>		<i>29 090 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>719</i>	<i>Autres recettes fiscales</i>	
0	719	50 Recettes portuaires	3 500 000 000
0	719	60 Prélèvements p/c collectivités	6 713 000 000
<i>Total paragraphe</i>	<i>719</i>		<i>10 213 000 000</i>
<i>Total article</i>	<i>71</i>		<i>553 160 000 000</i>

<i>Rubriques</i>	<i>Nomenclature</i>		<i>LFR2 2011</i>
<b>Article 72</b>	<b>Recettes non fiscales</b>		
<i>Paragraphe</i>	<i>721</i>	<i>Revenus de l'entreprise et du domaine</i>	
0	721	10 Retenue pour logements	18 000 000
0	721	20 Permis de coupe de bois	22 000 000
0	721	30 Recettes des régies forestières	153 000 000
0	721	40 Location d'immeubles	85 000 000
0	721	50 Publicité foncière	363 000 000
0	721	60 Concessions provisoires	59 000 000
0	721	70 Concessions définitives	39 000 000
0	721	80 Bornage des terrains	25 000 000
<i>Total paragraphe 721</i>			<i>764 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>722</i>	<i>Droits et frais administratifs</i>	
0	722	10 Droit de chancellerie	10 000 000
0	722	20 Présidence/ Journal Officiel et publication	33 000 000
<i>Total paragraphe 722</i>			<i>43 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>723</i>	<i>Amendes et condamnations pécuniaires</i>	
0	723	10 Amendes et frais de justice	68 000 000
0	723	20 Amendes et pénalités Police	420 000 000
0	723	30 Amendes et pénalités Gendarmerie	660 000 000
0	723	40 Amendes et saisies forêts et chasse	19 000 000
<i>Total paragraphe 723</i>			<i>1 167 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>724</i>	<i>Produits financiers</i>	
0	724	11 Domaine mobilier	14 000 000
0	724	20 Dividendes	13 894 000 000
0	724	30 Tirage BCEAO	3 419 000 000
0	724	95 Commission de transfert BCEAO	2 500 000 000
0	724	96 Intérêts créditeurs BCEAO	1 500 000 000
<i>Total paragraphe 724</i>			<i>21 327 000 000</i>
<i>Paragraphe</i>	<i>729</i>	<i>Autres recettes non fiscales</i>	
0	729	10 Prélèvements sur les honoraires des greffiers et huissiers (DGTCP)	12 000 000
0	729	11 Greffiers et huissiers DGI	3 000 000
0	729	95 Recettes diverses (5èmes jeux de la Francophonie)	200 000 000
<i>Total paragraphe 729</i>			<i>215 000 000</i>
<b>Total article 72</b>			<b>23 516 000 000</b>
<b>Article 76</b>	<b>Recettes exceptionnelles</b>		
<i>Paragraphe</i>	<i>769</i>	<i>Autres recettes exceptionnelles</i>	
0	769	87 Recouvrement enquêtes administratives	1 523 000 000
0	769	90 Ressources PPTE	16 775 690 000
0	769	91 Recettes exceptionnelles (Recouvrement de la CNLDEFF)	5 500 000 000
0	769	92 Autres recettes diverses(DGI)	482 000 000
0	769	93 Autres recettes diverses(TGN)	545 000 000
<i>Total paragraphe 769</i>			<i>24 825 690 000</i>
<b>Total article 76</b>			<b>24 825 690 000</b>
<b>Total titre 0</b>			<b>933 492 124 912</b>
<b>Total général</b>			<b>933 492 124 912</b>

**ANNEXE II : DETAIL DES DEPENSES BUDGET LFR2\_2011 (EN FRANCS CFA)**

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>TITRE 1 AMORTISSEMENTS ET CHARGES DE LA DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES DES GESTIONS ANTERIEURES</b>		
<b>SECTION</b>	<b>47MINISTERE DES FINANCES</b>	
<b>Structure47912110400Dette publique</b>		
<i>Article15Amortissements des emprunts projets</i>		
<i>Paragraphe 151Emprunts projets multilatéraux</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 151 10	BID	462 918 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 151 10	FGECE	61 951 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 151 10	FS-OPEP	2 681 872 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 151 10	BADEA	1 041 406 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 151 10	IDA	1 797 701 000
<i>Total 151</i>		<i>6 045 848 000</i>
<i>Paragraphe 153 Emprunts projets auprès des Gouvernements non affiliés au Club de Paris</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 3 47 11 153 20	LAFB	106 798 000
<i>Total 153</i>		<i>106 798 000</i>
<i>Paragraphe 158 Conventions à paiements différés</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 158 10	Convention à paiements différés	16 775 690 000
<i>Total 158</i>		<i>16 775 690 000</i>
<b>Total 15</b>		<b>22 928 336 000</b>
<i>Article16Amortissements des emprunts programmes</i>		
<i>Paragraphe 161 Emprunts d'ajustement structurel multilatéraux</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 161 10	Commission UEMOA	629 854 000
<i>Total 161</i>		<i>629 854 000</i>
<b>Total 16</b>		<b>629 854 000</b>
<i>Article17Amortissements des autres emprunts</i>		
<i>Paragraphe 176 Autres emprunts intérieurs</i>		
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 11	Remboursements BCEAO	1 759 184 069
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 20	Réparations civiles et contentieux	4 000 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 176 90	CAADIE	7 000 000 000
<i>Total 176</i>		<i>12 759 184 069</i>
<b>Total 17</b>		<b>12 759 184 069</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>Article 65</b>	<b>Intérêts et frais financiers</b>	
<i>Paragraphe 651</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette multilatérale</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 1 06 11 651 10	BID	1 474 163 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 04 11 651 10	BADEA	1 115 052 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 15 11 651 10	FGECE	7 733 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 19 11 651 10	FS-OPEP	286 033 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 20 11 651 10	IDA	1 450 955 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 09 11 651 10	Commission UEMOA	42 515 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 10	FMI	2 309 592 056
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 10	FIDA	145 769 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 10	FAD	880 270 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 10	BOAD	2 304 782 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 07 11 651 20	BOAD	1 047 662 000
1 47 9 1 2 11 04 00 9 98 11 651 10	BIDC (FCDEA)	101 523 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 17 11 651 20	FMI	111 716 567
1 47 9 1 2 11 04 00 1 10 11 651 20	FAD	631 192 000
1 47 9 1 2 11 04 00 1 16 11 651 20	FIDA	90 178 000
<b>Total 651</b>		<b>11 999 135 623</b>
<i>Paragraphe 653</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette bilatérale auprès des gouvernements non affiliés au Club de Paris</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 9 96 11 653 10	EXIM-Inde	251 915 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 57 11 653 10	FADDEA	73 159 000
1 47 9 1 2 11 04 00 3 40 11 653 10	FKDEA	216 317 121
1 47 9 1 2 11 04 00 3 34 11 653 10	Algérie	87 167 100
1 47 9 1 2 11 04 00 3 41 11 653 10	FSD	406 170 000
<b>Total 653</b>		<b>1 034 728 221</b>
<i>Paragraphe 657</i>	<i>Intérêts et frais financiers - dette intérieure</i>	
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 10	Intérêts BCEAO	1 842 964 530
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 11	Intérêts bons de trésor	1 300 000 000
1 47 9 1 2 11 04 00 0 01 11 657 12	Intérêts emprunts et obligations	1 079 000 000
<b>Total 657</b>		<b>4 221 964 530</b>
<b>Total 65</b>		<b>17 255 828 374</b>
<b>Total 1</b>		<b>53 573 202 443</b>
<b>Total 47</b>		<b>53 573 202 443</b>
<b>Total 1</b>		<b>53 573 202 443</b>
<b>Total général</b>		<b>53 573 202 443</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>TITRE 2 DÉPENSES DE PERSONNEL</b>		
<b>SECTION 00 COUR D'ETAT</b>		
<b>Structure 00111010000 Présidence de la Cour suprême</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 00 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		6 761 204
<i>Total 611</i>		6 761 204
<b>Total 61</b>		<b>6 761 204</b>
<b>Total 2</b>		<b>6 761 204</b>
<b>Total 00</b>		<b>6 761 204</b>
<b>SECTION 01 ASSEMBLEE NATIONALE</b>		
<b>Structure 01111010000 Présidence de l'Assemblée nationale</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		414 266 684
<i>Total 611</i>		414 266 684
<i>Paragraphe 613 Primes et indemnités</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 22 Indemnités de fonctions politiques et administratives		278 284 000
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 613 23 Primes de session		75 150 000
<i>Total 613</i>		353 434 000
<i>Paragraphe 614 Cotisations sociales</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 00 Cotisation CNSS		21 092 000
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 614 10 Fonds national de retraite		21 514 000
<i>Total 614</i>		42 606 000
<i>Paragraphe 616 Prestations familiales</i>		
2 01 1 1 1 01 00 00 0 01 11 616 10 Allocations familiales		13 635 000
<b>Total 616</b>		<b>13 635 000</b>
<b>Total 61</b>		<b>823 941 684</b>
<b>Total 2</b>		<b>823 941 684</b>
<b>Total 01</b>		<b>823 941 684</b>
<b>SECTION 02 CONSEIL SUPERIEUR DE LA COMMUNICATION</b>		
<b>Structure 02111010000 Présidence du Conseil supérieur de la communication</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 02 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		132 740 154
<i>Total 611</i>		132 740 154
<b>Total 61</b>		<b>132 740 154</b>
<b>Total 2</b>		<b>132 740 154</b>
<b>Total 02</b>		<b>132 740 154</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 03 CABINET DU PREMIER MINISTRE</b>		
<b>Structure 03111010000 Cabinet</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 03 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		562 282 200
<i>Total 611</i>		562 282 200
<b>Total 61</b>		<b>562 282 200</b>
<b>Total 2</b>		<b>562 282 200</b>
<b>Total 03</b>		<b>562 282 200</b>
<b>SECTION 05 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>		
<b>Structure 05111010000 Direction de Cabinet</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 05 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		1 311 947 399
<i>Total 611</i>		1 311 947 399
<b>Total 61</b>		<b>1 311 947 399</b>
<b>Total 2</b>		<b>1 311 947 399</b>
<b>Total 05</b>		<b>1 311 947 399</b>
<b>SECTION 06 MINISTERE DEL'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		
<b>Structure 06411010000 Cabinet</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 06 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		12 015 568 348
<i>Total 611</i>		12 015 568 348
<b>Total 611</b>		<b>2 015 568 348</b>
<b>Total 2</b>		<b>12 015 568 348</b>
<b>Total 06</b>		<b>12 015 568 348</b>
<b>SECTION 07 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>		
<b>Structure 07111010000 Présidence du Conseil constitutionnel</b>		
<b>Article 61 Dépenses de personnel</b>		
<i>Paragraphe 611 Traitements et salaires</i>		
2 07 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10 Traitements et salaires fonctionnaires		187 041 070
<i>Total 611</i>		187 041 070
<b>Total 61</b>		<b>187 041 070</b>
<b>Total 2</b>		<b>187 041 070</b>
<b>Total 07</b>		<b>187 041 070</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 08</b>	<b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION</b>	
<b>Structure 08711010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 08 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	408 802 800
<i>Total 611</i>		408 802 800
<b>Total 61</b>		<b>408 802 800</b>
<b>Total 2</b>		<b>408 802 800</b>
<b>Total 08</b>		<b>408 802 800</b>
<b>SECTION 09</b>	<b>MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE</b>	
<b>Structure 09511010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 09 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	1 074 363 700
<i>Total 611</i>		1 074 363 700
<b>Total 61</b>		<b>1 074 363 700</b>
<b>Total 2</b>		<b>1 074 363 700</b>
<b>Total 09</b>		<b>1 074 363 700</b>
<b>SECTION 10</b>	<b>COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES</b>	
<b>Structure 10111020000</b>	<b>Secrétariat permanent</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 10 1 1 1 02 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	65 114 235
<i>Total 611</i>		65 114 235
<b>Total 61</b>		<b>65 114 235</b>
<b>Total 2</b>		<b>65 114 235</b>
<b>Total 10</b>		<b>65 114 235</b>
<b>SECTION 11</b>	<b>MINISTERE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'EMPLOI</b>	
<b>Structure 11511010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 11 5 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	443 245 156
<i>Total 611</i>		443 245 156
<b>Total 61</b>		<b>443 245 156</b>
<b>Total 2</b>		<b>443 245 156</b>
<b>Total 11</b>		<b>443 245 156</b>



<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 12</b>	<b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR</b>	
<b>Structure 12111010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 12 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	4 698 877 532
<i>Total 611</i>		4 698 877 532
<b>Total 61</b>		<b>4 698 877 532</b>
<b>Total 2</b>		<b>4 698 877 532</b>
<b>Total 12</b>		<b>4 698 877 532</b>
<b>SECTION 15</b>	<b>MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE</b>	
<b>Structure 15211010000</b>	<b>Cabinet MDN</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 15 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	18 127 524 045
<i>Total 611</i>		18 127 524 045
<b>Total 61</b>		<b>18 127 524 045</b>
<b>Total 2</b>		<b>18 127 524 045</b>
<b>Total 15</b>		<b>18 127 524 045</b>
<b>SECTION 16</b>	<b>CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL</b>	
<b>Structure 16111010000</b>	<b>Conseil économique, social et culturel</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 16 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	81 000 000
<i>Total 611</i>		81 000 000
<b>Total 61</b>		<b>81 000 000</b>
<b>Total 2</b>		<b>81 000 000</b>
<b>Total 16</b>		<b>81 000 000</b>
<b>SECTION 17</b>	<b>MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX ET PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT</b>	
<b>Structure 17211010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 17 2 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 872 628 114
<i>Total 611</i>		2 872 628 114
<b>Total 61</b>		<b>2 872 628 114</b>
<b>Total 2</b>		<b>2 872 628 114</b>
<b>Total 17</b>		<b>2 872 628 114</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 22</b>	<b>COUR DES COMPTES</b>	
<b>Structure 22111010000</b>	<b>Présidence de la Cour des comptes</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 22 1 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	8 098 800
<i>Total 611</i>		8 098 800
<i>Total 61</i>		8 098 800
<i>Total 2</i>		8 098 800
<i>Total 22</i>		8 098 800
<b>SECTION 25</b>	<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE PUBLIQUE, DE LA DECENTRALISATION ET DES AFFAIRES RELIGIEUSES</b>	
<b>Structure 25311010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 25 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	14 124 835 693
<i>Total 611</i>		14 124 835 693
<i>Total 61</i>		14 124 835 693
<i>Total 2</i>		14 124 835 693
<i>Total 25</i>		14 124 835 693
<b>SECTION 41</b>	<b>MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL</b>	
<b>Structure 41311010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 41 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	576 212 507
<i>Total 611</i>		576 212 507
<i>Total 61</i>		576 212 507
<i>Total 2</i>		576 212 507
<i>Total 41</i>		576 212 507
<b>SECTION 47</b>	<b>MINISTERE DES FINANCES</b>	
<b>Structure 47311010000</b>	<b>Cabinet/MF</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	6 661 075 729
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 611 90	Autres traitements et salaires	4 000 500 000
<i>Total 611</i>		10 661 575 729
<i>Paragraphe 619</i>	<i>Autres dépenses de personnel et dépenses de personnel non ventilées</i>	
2 47 3 1 1 01 00 00 0 01 11 619 90	Rémunération membres du gouvernement	680 625 000
<i>Total 619</i>		680 625 000
<i>Total 61</i>		11 342 200 729
<i>Total 2</i>		11 342 200 729
<i>Total 47</i>		11 342 200 729

Imputation budgétaire				Nomenclature							Montant LFR2 2011		
SECTION		52		MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE									
Structure		52811010000		Cabinet									
Article		61		Dépenses de personnel									
Paragraphe 611		Traitements et salaires											
2 52 8	1	1	01 00	00 0	01 11	611	10	Traitements et salaires fonctionnaires			435 665 200		
Total 611											435 665 200		
Total		61									435 665 200		
Total		2									435 665 200		
Total		52									435 665 200		
SECTION		53		MINISTERE DES TRANSPORTS									
Structure		53711010000		Cabinet/Ministère des transports									
Article		61		Dépenses de personnel									
Paragraphe 611		Traitements et salaires											
2 53 7	1	1	01 00	00 0	01 11	611	10	Traitements et salaires des Fonctionnaires			35 509 200		
Total 611											35 509 200		
Total		61									35 509 200		
Total		2									35 509 200		
Total		53									35 509 200		
SECTION		54		MINISTERE DE L'AGRICULTURE									
Structure		54811010000		Cabinet									
Article		61		Dépenses de personnel									
Paragraphe 611		Traitements et salaires											
2 54 8	1	1	01 00	00 0	01 11	611	10	Traitements et salaires des fonctionnaires			4 296 824 478		
Total 611											4 296 824 478		
Total		61									4 296 824 478		
Total		2									4 296 824 478		
Total		54									4 296 824 478		
SECTION		58		MINISTERE DE L'EQUIPEMENT									
Structure		58711010000		Cabinet									
Article		61		Dépenses de personnel									
Paragraphe 611		Traitements et salaires											
2 58 7	1	1	01 00	00 0	01 11	611	10	Traitements et salaires fonctionnaires			1 129 049 335		
Total 611											1 129 049 335		
Total		61									1 129 049 335		
Total		2									1 129 049 335		
Total		58									1 129 049 335		

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 59</b>	<b>MINISTERE DES MINES ET DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>	
<b>Structure 59711010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 59 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	568 363 422
<i>Total 611</i>		568 363 422
<b>Total 61</b>		<b>568 363 422</b>
<b>Total 2</b>		<b>568 363 422</b>
<b>Total 59</b>		<b>568 363 422</b>
<b>SECTION 61</b>	<b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES</b>	
<b>Structure 61411010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 61 4 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	34 421 161 385
<i>Total 611</i>		34 421 161 385
<b>Total 61</b>		<b>34 421 161 385</b>
<b>Total 2</b>		<b>34 421 161 385</b>
<b>Total 61</b>		<b>34 421 161 385</b>
<b>SECTION 62</b>	<b>MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
<b>Structure 62711010000</b>	<b>Cabinet</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 62 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	2 594 033 246
<i>Total 611</i>		2 594 033 246
<b>Total 61</b>		<b>2 594 033 246</b>
<b>Total 2</b>		<b>2 594 033 246</b>
<b>Total 62</b>		<b>2 594 033 246</b>

<i>Imputation budgétaire</i>	<i>Nomenclature</i>	<i>Montant LFR2 2011</i>
<b>SECTION 64</b>	<b>MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE</b>	
<b>Structure 64611010000</b>	<b>CAB/MSP/LCE</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 64 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	13 671 511 296
<i>Total 611</i>		13 671 511 296
<b>Total 61</b>		13 671 511 296
<b>Total 2</b>		13 671 511 296
<b>Total 64</b>		13 671 511 296
<b>SECTION 68</b>	<b>MINISTERE DE L'URBANISME, DU LOGEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT</b>	
<b>Structure 68711010000</b>	<b>Cabinet/MU/L/A</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 68 7 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	28 832 600
<i>Total 611</i>		28 832 600
<b>Total 61</b>		28 832 600
<b>Total 2</b>		28 832 600
<b>Total 68</b>		28 832 600
<b>SECTION 69</b>	<b>MINISTERE DE LA POPULATION, DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANT</b>	
<b>Structure 69611010000</b>	<b>Cabinet du ministre de la population et des reformes sociales</b>	
<b>Article 61</b>	<b>Dépenses de personnel</b>	
<i>Paragraphe 611</i>	<i>Traitements et salaires</i>	
2 69 6 1 1 01 00 00 0 01 11 611 10	Traitements et salaires fonctionnaires	673 882 728
<i>Total 611</i>		673 882 728
<b>Total 61</b>		673 882 728
<b>Total 2</b>		673 882 728
<b>Total 69</b>		673 882 728
<b>Total 2</b>		126 718 018 260
<b>Total général</b>		126 718 018 260

Editeur responsable : Secrétariat général du gouvernement (A. M. Bonkoula)

Direction du Journal Officiel B.P. 116 Niamey